

JEAN-DAVID LEVITTE

Distinguished fellow, Brookings Institution, membre du conseil consultatif international de l'Atlantic Council of the United States ; ancien conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'humanité a découvert que pour la première fois dans l'histoire de la terre, nous avons acquis la capacité de détruire la planète. Nous l'avons acquise avec deux façons très différentes, l'arme nucléaire et le réchauffement climatique. C'est intéressant comme point de départ de notre réflexion, de regarder comment nous avons traité l'un puis l'autre problème.

Pour l'arme nucléaire, nous avons négocié entre gouvernements, diplomates, le traité de non-prolifération qui décide que tous les pays qui ne sont pas des puissances nucléaires militaires acceptent d'y renoncer, de ne pas le devenir, à condition que ceux qui sont puissances nucléaires acceptent de s'engager dans la voie de la réduction. Nous avons eu le traité de non-prolifération en 1968, suivi par les accords entre les deux superpuissances de l'époque, les Etats-Unis et l'URSS, pour limiter puis réduire les stocks d'armes nucléaires. Ensuite, nous avons eu des mécanismes pour veiller à ce que la prolifération ne se produise pas, avec des échecs comme l'Inde et le Pakistan, avec des succès, et des sanctions comme l'Irak, avec des espoirs comme aujourd'hui l'accord sur l'Iran et le P5+1.

Nous avons donc un processus bien maîtrisé qui n'est pas un succès total, mais qui montre bien quel peut être dans un certain nombre de cas, le rôle des gouvernements.

Pour le changement climatique, c'est complètement différent d'abord parce que les mots « changement climatique », le mot « environnement » n'existaient pas au moment où les institutions internationales sur lesquelles nous vivons, l'ONU et les autres, ont été créées, tout simplement parce que nous n'avions pas pris conscience du problème. Cette prise de conscience s'est faite très progressivement, très lentement, et elle n'est pas achevée. Le premier sommet de la terre est intervenu en 1972 à Stockholm, il a créé le programme des Nations unies pour l'environnement qui était dédié essentiellement à la pureté de l'air et à la propreté des rivières. Ce n'était pas encore le problème du réchauffement climatique.

Ce n'est que lorsque a été créé en 1988 le groupe des scientifiques qui font des recherches sur le climat, le GIEC ou *IPCC* en anglais, que progressivement, l'examen de la science a fait prendre conscience aux scientifiques d'abord et progressivement aux gouvernements, des conséquences des émissions de gaz à effet de serre sur l'avenir de la planète tout entière. C'est véritablement le sommet de Rio en 1992 qui a été, je crois, le point de départ de la grande aventure.

Nous avons commencé à lutter contre le réchauffement climatique avec un raisonnement qui était juste au départ, mais qui n'a pas marché. Il était de dire qu'historiquement, ce sont les grandes démocraties industrielles qui sont responsables de tout le stock de gaz à effet de serre qui est devenu une menace, donc c'est aux coupables de régler le problème. Le protocole de Kyoto avec son annexe 1 liste les pays coupables et leur demande de mettre en œuvre des engagements pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Cela n'a pas marché. Pourquoi ? D'abord, les Etats-Unis se sont retirés du jeu alors qu'ils étaient à l'époque le principal émetteur. Deuxièmement parce que les pays émergents, à commencer par la Chine, ont fait des progrès dans leur développement, mais aussi dans leurs émissions de gaz à effet de serre. On voit bien que le lien entre Etats-Unis et Chine est devenu une donnée fondamentale. Donc, en décembre 2009, on s'est retrouvé à Copenhague : pour moi, cela a été la pire expérience de mes 42 ans de diplomate. Pourquoi ? Parce que nous avons plus d'une centaine de chefs d'Etat dans un même lieu avec un texte qui était innommable, bourré de crochets, de parenthèses. Ils étaient comme la poule devant son couteau, dans l'impossibilité de régler un problème au dernier moment.



Il en reste quand même des acquis positifs, d'abord la décision unanime de limiter à 2 degrés Celsius au maximum le réchauffement climatique, deuxièmement la création du Fonds vert avec l'engagement pris de transférer à partir de 2020 100 milliards de dollars chaque année vers les pays en développement pour les aider à lutter contre les gaz à effet de serre et aussi à s'adapter aux conséquences du réchauffement climatique sur leurs économies et leur société.

A partir de là, on a commencé à préparer la COP 21 et Paris. Par rapport à Copenhague, comme le disait le ministre, il nous reste beaucoup de choses à traiter, mais je suis plus optimiste pour un certain nombre de raisons. La première, c'est que précisément, les Etats-Unis et la Chine qui sont aujourd'hui les deux principaux émetteurs, ont décidé d'annoncer ensemble qu'ils étaient déterminés cette fois-ci à faire des efforts. Ils le font de façon différente, mais l'addition de leurs efforts est une première raison d'être optimiste.

La deuxième raison d'être optimiste, c'est ce que Bruno évoquait à l'instant, c'est-à-dire que bien au-delà des gouvernements et des savants, il y a eu une immense prise de conscience planétaire de la menace que représente le réchauffement climatique, ce qui conduit tous les acteurs de la vie civile, économique, politique, progressivement à rentrer dans le jeu. A mesure qu'ils rentrent dans le jeu, ils prennent des décisions. Si vous regardez des décisions récentes de grandes banques, de fonds de pension, de se retirer de l'exploitation du charbon, c'est un exemple parmi beaucoup d'autres. Les grandes villes commencent à se mobiliser, à former des alliances, etc. Les entreprises, la recherche des entreprises permettent de réduire le coût des énergies alternatives, solaire, éolien, etc. Cet extraordinaire mouvement est la deuxième raison qui conduit à l'optimisme.

La troisième raison est que Paris ne sera pas la fin de l'histoire. Paris sera une étape importante et il est absolument essentiel que l'on arrive à convenir d'un rendez-vous, sans doute cinq ans après Paris pour voir où nous en sommes. Je pense qu'à ce moment-là, nous aurons plutôt de bonnes surprises que des mauvaises surprises. Pourquoi ? Comme vous l'avez dit, dans le fond, quand les Etats annoncent leurs objectifs, ils prennent des précautions. Ils s'imposent à eux-mêmes des objectifs donc ils se donnent une certaine marge de manœuvre pour être sûrs d'être à l'intérieur de leurs objectifs. Je pense qu'un pays comme la Chine, par exemple, devrait faire mieux que ce qu'il a lui-même annoncé. Quand nous nous reverrons cinq ans après Paris, si nous y arrivons, nous devrions plutôt avoir de bonnes surprises si nous ajoutons à ces objectifs des Etats les progrès des technologies.

Ayant dit tout cela, il y a encore en effet beaucoup de chemin à parcourir. Des scientifiques nous annoncent que nous ne sommes pas encore aujourd'hui à 2 degrés, nous sommes à 2,7 degrés, donc il faudra aller plus loin dans les efforts. Deuxièmement, nous ne sommes pas encore à 100 milliards par an de transfert vers les pays du Sud.

Sur la vérification, il y a une chose à signaler, c'est que les satellites peuvent faire la vérification, il y aura donc de toute façon une annonce par les uns et les autres, par les satellites, que tel ou tel pays respecte ou ne respecte pas. Je ne suis pas sûr que l'on ait besoin d'un mécanisme intrusif allant voir ce qui se passe dans les usines. Il suffit qu'en gros, les satellites puissent dire que tel pays respecte ou ne respecte pas.

En revanche, comme l'a dit Bruno, il faut travailler sur le prix du carbone. Il faut travailler encore sur la suppression des subventions à toutes les énergies carbonées. Nous avons en conclusion un mécanisme de négociation qui est imparfait parce que quand on est à 195 pays avec des intérêts non seulement divergents, mais souvent opposés et qu'il faut arriver à un accord qui rassemble tout le monde, c'est quasiment mission impossible. Je crois qu'au-delà de cette négociation qui va rester à 195, il faut utiliser tous les lieux où l'on peut débattre. Je prends l'exemple du G20 d'Antalya, c'est très bien que le G20 qui rassemble non seulement les principales économies, mais aussi les principaux pollueurs de la planète ait débattu derrière les portes fermées. On a bien vu qu'il y avait un véritable affrontement entre je dirais l'Europe, les Etats-Unis, la Chine d'un côté et de l'autre un pays comme l'Arabie Saoudite, on peut le comprendre, et un pays comme l'Inde, et il faut le comprendre. L'Inde est 20 ans derrière la Chine dans l'élan vers la croissance, elle est sur la rampe de lancement et elle a besoin de savoir que son développement ne sera pas bloqué par des contraintes excessives. Je pense qu'il y aura un chemin pour y arriver.

Je suis modérément optimiste, mais volontariste optimiste, je pense que la COP 21 sera un succès limité, mais un moment décisif sur le chemin de la solution. Nous sommes la première génération consciente du fait que le réchauffement climatique est une menace existentielle pour l'avenir de notre planète. Nous sommes aussi la dernière génération qui peut apporter une solution décisive à cette menace existentielle. Je vous remercie.